



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES  
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI  
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

505/jpr/yl

## **Arrêté du 26 janvier 2024 portant mise en demeure à la société ARMBRUSTER GRANDES CULTURES SAS de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Ottmarsheim**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

**VU** l'arrêté Préfectoral du 21 août 1996 portant autorisation d'exploiter à la société ARMBRUSTER FRERES S.A. ;

**VU** l'arrêté Préfectoral n° 2006-263-1 du 20 septembre 2006 portant autorisation à la société ARMBRUSTER FRERES S.A. à étendre ses activités, notamment l'article 15.7 ;

**VU** l'attestation du greffier du tribunal de Colmar, en date du 22 décembre 2022, confirmant le changement de dénomination de la société « ARMBRUSTER FRERES S.A. » en « ARMBRUSTER GRANDES CULTURES SAS » ;

**VU** le rapport du 7 décembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 17 novembre 2023 et de l'examen des documents associés, l'Inspection a pu constater :

- l'absence dans le registre de suivi des opérations de nettoyage, des dates effectives de nettoyage, en non-conformité aux dispositions de l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé ;
- l'absence de justification de l'adéquation aux risques d'incendie et d'explosion présents sur site, de l'aspirateur mobile et de l'aspiration centralisée utilisés pour le nettoyage des installations, en non-conformité aux dispositions de l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé ;

- le non-respect des fréquences de nettoyage fixées par l'exploitant sous sa propre responsabilité, en non-conformité aux dispositions de l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* ».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La SAS ARMBRUSTER GRANDES CULTURES, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est 68 rue du Logelbach, 68000 Colmar, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées rue du Jura – 68490 Ottmarsheim.

### **Article 2** :

- **Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 15.7 de l'arrêté Préfectoral du 20 septembre 2006 susvisé :

*« Tous les silos, les aires de chargement et de déchargement des produits ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.*

*[...]La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.*

*Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration, présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. [...] »*

**Article 3** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4** :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 5**:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 26 janvier 2024

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT